



Mercredi 09 Juin 2004

Multiculturalisme et communautarisme devant les principes républicains

par Pierre-André Taguieff¹

Directeur de recherche au CNRS, Paris-CEVIPOF

Tribune parue dans Le Figaro du 17 juillet 2003

Dans ce chapitre exclusif d'un essai à paraître (*La République enlisée. Pluralisme, "communautarisme" et citoyenneté*) le philosophe Pierre-André Taguieff poursuit son travail de clarification du concept de "communautarisme". Face à un modèle de société "multicommunautariste" qui érigerait les groupes les uns contre les autres, Taguieff rappelle l'importance du concept républicain de nation civique et la force du principe de laïcité.

On a pu assister en France, dans les années 1980 et 1990, à la conversion d'une partie de l'intelligentsia – des intellectuels de gauche – au modèle de la société multicommunautaire ou multicommunautariste, dite souvent société multiculturelle ou pluriethnique, et parfois multiraciale. À considérer le discours de ses partisans et célébateurs, le modèle multicommunautariste est défendu à la fois comme méthode de lutte antiraciste et comme formule de remplacement de l'État-nation à la française, jugé désuet, « archaïque » ou inadapté aux conditions de la globalisation des échanges, censée ouvrir l'âge du postnational et de

¹ **Pierre-André Taguieff** est philosophe, directeur de recherche au CNRS, auteur de nombreux ouvrages, dont le dernier s'intitule *Le sens du progrès : Une approche historique et philosophique* (Flammarion)

l'existence trans-frontières du nouvel humain planétaire, « *mobile* » et « *métissé* ». Il importe de pointer le nœud du multicommunautarisme et du postnationalisme, en ce qu'il assure la cohérence d'une nouvelle vision irénique de l'Histoire : l'avènement des sociétés multiculturelles et/ou pluriethniques est perçu comme la bonne nouvelle de l'époque qui vient, à l'heure dite de la « transition vers » le postnational. Cette vision nouvelle de « *l'avenir radieux* » implique une série de substitutions, dont les principales sont les suivantes : du gouvernement (national) à la gouvernance (idéalement cosmopolite), de l'État fort à l'État disparaissant, de la citoyenneté nationale à la citoyenneté sans frontières. Cette conversion à l'utopie de la « *mondialisation heureuse* » d'une fraction importante de l'élite politico-intellectuelle, au nom du « *pluralisme* » ou de la « *tolérance* » et des « *idées progressistes* », requiert un examen critique, qui paraît d'autant plus urgent que ladite conversion constitue l'un des indices de l'américanisation ou, plus exactement, de l'anglo-saxonisation culturelle de l'Europe, processus néo-colonial non reconnu comme tel du fait que lesdites élites, ayant abandonné l'exigence de la lucidité critique et soumises au terrorisme intellectuel pesant sur tout attachement national, se sont massivement ralliées aux valeurs et aux normes de la mondialisation « *plurielle* », serait-ce à travers un européisme de bon ton. Ce qui est ainsi importé en Europe par les élites « progressistes », en dépit de leur antiaméricanisme rabique, c'est l'une des dimensions les plus contestables de la civilisation américaine mondialisée, soit le plus efficace moyen de provoquer la désintégration conflictuelle des communautés politiques.

Il importe, dans ces conditions, de définir un point de vue à la fois ferme et nuancé sur la question du multiculturalisme ou du pluriethnisme, pour autant que celui-ci constitue l'une des possibles pratiques politiques de la *stratégie séparatiste* suivie par les minorités militantes se référant à leurs respectives identités ethniques ou ethno-religieuses comme à des valeurs en soi qu'il faudrait à ce titre préserver absolument, ou bien comme à des systèmes de normes incontestables qu'il s'agirait de réaliser impérativement². Le multiculturalisme politique – ou la politique des identités – se fonde sur un principe fondamental, celui du respect inconditionnel du « *droit à la différence* » des communautés minoritaires, présumées victimisées ou victimisables, revendiquant le droit de vivre et de penser selon leurs valeurs et leurs normes identitaires respectives. Le multiculturalisme politique ou institutionnel constitue donc, au sens strict, un modèle de

² Voir mon livre *Le Racisme*, Paris, Flammarion, 1997, pp. 104 sq., 111.

société multicommunautaire, qui s'oppose sur l'essentiel au modèle républicain de la nation ou, plus précisément, au modèle de la nation civique, idéal politique illustré imparfaitement, sur le plan historique, par la nation à la française. Son contenu est la « *communauté des citoyens* », c'est-à-dire une communauté politique impliquant l'existence de citoyens qu'il a fallu former par un système d'instruction et d'éducation fondé sur le principe méritocratique et ordonné à la réalisation d'un type d'individu se caractérisant par son autonomie, capable de prendre une suffisante distance vis-à-vis de ses origines et de ses appartenances, de ses héritages culturels et de ses croyances (religieuses ou non). Il n'est pas de communauté de citoyens sans un refroidissement des passions identitaires ni sans une relativisation des opinions. Il convient cependant d'insister sur un point, afin de chasser une idée reçue : le multiculturalisme (ou le pluriethnisme) factuel, restant dans les limites de la société civile – distincte de la communauté politique –, ne pose aucun problème insoluble à la tradition républicaine dans sa variante française, marquée par l'idéal régulateur d'assimilation³ et par le principe de laïcité comme principe de séparation garantissant la coexistence des croyances. C'est le multiculturalisme institutionnel ou le multicommunautarisme normatif, en tant qu'horizon ou projet politique, qui constitue une menace ou un défi pour la tradition républicaine à la française, notamment en ce qu'il s'attaque directement au principe de laïcité et à la norme juridico-politique d'égalité de tous les citoyens devant la loi. Le multiculturalisme de fait, pour ainsi dire infra-politique ou anté-politique, relevant strictement de l'espace civil ou de la sphère privée, est quant à lui compatible avec le principe de la liberté de conscience garanti par le texte de 1905⁴, qui donne un cadre à la coexistence des diverses opinions dites « *philosophiques* » et des croyances religieuses – ces dernières étant souvent corrélées à des appartenances ethniques. Le principe de laïcité fonctionne à la fois comme un principe de relativisation des opinions et des croyances, et comme un opérateur d'apaisement des passions liées à des allégeances, des préférences, des appartenances ou des fidélités de groupe. À certains égards, le multiculturalisme apolitique ou anté-politique n'est qu'une cer-

³ C'est parce qu'elle est de l'ordre de l'idéal que l'assimilation à la française ne fonctionne pas comme un impératif absolument contraignant. C'est ainsi que, par exemple, la maîtrise de la langue française peut être posée comme un idéal civique sans pour autant empêcher l'intégration sociale des individus d'origine étrangère parlant mal la langue du pays d'accueil, ni interdire à ces derniers l'accès à la nationalité française par la voie de la naturalisation.

⁴ Voir Henri Pena-Ruiz, *La Laïcité pour l'égalité*, Paris, Mille et une nuits, 2001, pp. 37 sq., 119-122 ; Id., *Qu'est-ce que la laïcité ?*, Paris, Gallimard, 2003, pp. 143-166, 275-308.

taine interprétation culturelle de la société civile, quelque chose comme le supplément d'âme « *culturaliste* » de la société de marché, qui reconnaît en principe la diversité des consommateurs. Mais le marché se venge et transforme vite en produits et en marchandises les identités culturelles, les intégrant dans le système de l'offre et de la demande. Les passions identitaires sont alors instrumentalisées par les intérêts concurrentiels.

Il en va tout autrement avec le multicommunautarisme comme système sociopolitique. Le multiculturalisme institutionnel viole expressément le principe libéral de la neutralité de l'État vis-à-vis des cultes ou des Églises, c'est-à-dire des conceptions du bien et des fins de l'homme. En outre, il ne respecte pas le principe constitutionnel de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, sans distinction d'origine, de race ou de religion⁵. Il favorise enfin la multiplication de communautés à base ethnique, linguistique ou religieuse, aux valeurs et aux normes différentes, voire incommensurables et incompatibles entre elles. Ces communautés de divers ordres sont vouées à entrer en conflit, soit par le choc de leurs croyances respectives, soit par la quête mimétique de leurs intérêts respectifs. L'espace public risque ainsi de se transformer insensiblement en espace conflictuel, plus précisément multiconfliktuel, créant inévitablement des inégalités inter-communautaires, instables et toujours contestables parce qu'en rapport avec l'équilibre provisoire des forces en présence. La reconnaissance de citoyennetés multiples, diversifiées selon les identités groupales revendiquées, implique le non-respect du principe d'égalité des citoyens devant la loi, c'est-à-dire du principe qui organise le pluralisme dans les sociétés démocratiques modernes. C'est ce principe que les partisans du multiculturalisme d'État prennent la responsabilité d'abandonner.

La République se corrompt de la sorte en démocratie de marché, voire de marchandages entre divers entrepreneurs identitaires. Elle risque de disparaître pour faire place à un espace civil concurrentiel dans lequel s'affronteraient des identités collectives « *minoritaires* » de tous ordres. Tel est le contenu réel de l'utopie multicommunautariste, qui s'est largement imposée aux États-Unis à la suite de l'échec du « *melting-pot* », idéal légitimatoire de fusion politico-culturelle qui ne

⁵ Voir l'article 2 de la Constitution de la Ve République (octobre 1958), en particulier : « La France (...) assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. » Sur les questions soulevées par cette proposition, voir Simone Bonnafous, Bernard Herszberg, Jean-Jacques Israel (dir.), « Sans distinction de ...race », *Mots/Les langages du politique*, n° 33, décembre 1992.

s'est jamais réalisé. L'influence diffuse de l'idéologie multiculturaliste, hors du monde anglo-saxon, ne doit pas être négligée : elle légitime le surgissement d'une société civile hétérogène et conflictuelle où des groupes de pression identitaires et des lobbies communautaires (selon des critères de race, d'ethnicité, de genre, etc.) rivalisent pour s'imposer politiquement ou obtenir des avantages par les divers systèmes d'allocation de ressources. Toute référence à un bien commun disparaît, le civisme républicain perd tout sens dans un vaste espace social sans frontières, occupé par des groupes séparés, inégaux et rivaux. Il n'est plus de solidarité qu'intra-communautaire. Bref, la communauté politique n'a plus comme telle d'unité, elle s'évanouit au profit de la multiplicité des micro-communautés ethniques tendant à la territorialisation de leurs populations respectives – du quartier à la cité et à la région. Les frontières se reforment et se multiplient – des frontières de tous ordres –, instituant un quadrillage ethno-religieux de l'espace social. Faut-il y voir l'émergence d'une société civile sans État ou à État minimum ? Disons plutôt que risque ainsi d'émerger une société incivile et incivique, où la citoyenneté démocratique serait remplacée par le choc des égoïsmes de groupe à l'avidité insatiable et par des micro-xénophobies de contact, engendrées par l'incompatibilité des traditions culturelles.

Il reste que la France n'est ni l'Amérique, ni la Grande-Bretagne, ni la Belgique. Le problème du multiculturalisme ne se pose pas de la même manière dans une vieille nation centralisée ayant largement réussi, par l'assimilation et la laïcité, à intégrer ses diverses minorités, et dans un État fédéral relativement jeune coiffant une société de ségrégation post-esclavagiste, ayant échoué à réaliser l'intégration de ses communautés sur le modèle idéal du « *melting-pot* ». La grande spécificité négative des États-Unis est qu'ils se sont formés sur la double base du génocide et de l'ethnocide des populations indigènes de l'Amérique du Nord, et développés par recours à la traite des Noirs d'Afrique, puis à travers un ordre social-racial lié au système esclavagiste. D'où l'émergence, après la campagne réussie en faveur des droits civiques, des politiques récentes de reconnaissance, de réparations et de repentance. C'est pourquoi, si l'on réduit le multiculturalisme américain, comme le fait par exemple Paul Ricœur, à « *une réévaluation positive du passé familial et ethnique remontant à deux ou trois générations* »⁶, donc à une réaction compensatrice visant à restaurer l'estime de soi de groupes historiquement victimisés, le multiculturalisme, adapté à une société faite d'immigrations multiples et successives, et composé de minorités organi-

⁶ Paul Ricœur, *La Critique et la conviction. Entretien avec François Azouvi et Marc de Launay*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, p. 85.

sées, constitue un phénomène relativement positif, pour autant qu'il se développe dans le silence de la loi. Il constitue à la fois un appel à respecter la dignité de formes de vie ethno-culturelles jusque-là méprisées (les « *racines* » étant explorées à travers la mémoire de l'esclavage et de la ségrégation raciale), et une résistance à l'homogénéisation de la société médiatique de marché, une réaction contre « *l'impitoyable nivellement* »⁷ qu'elle provoque. Le multiculturalisme ne devient une menace pour le pluralisme démocratique et la paix civile que lorsqu'il s'accompagne de programmes de « *discrimination positive* » ou d'« *action affirmative* »⁸, prétendant corriger de façon autoritaire la discrimination sociale réelle de certains groupes par des contre-discriminations légales, volontaires et contraignantes. Il nourrit alors la compétition inter-ethnique, inter-religieuse ou inter-sexuelle, qui tend à se substituer au système méritocratique impliquant de garantir l'égalité des chances entre individus. La rivalité inter-ethnique, en particulier, peut se radicaliser, à la moindre étincelle (un fait divers), en conflits relevant de la guerre civile. Cette dernière commence par la guerre civile dans les représentations et le langage, dont le plus visible indice est l'émergence d'un système de codification du choix des termes désignant certains groupes « *minoritaires* ». Ce dispositif illustre la mise en place d'une nouvelle forme de terrorisme intellectuel exercée par divers groupes de pression « *minoritaires* », au nom du respect dû en général aux « *minorités* ». En témoignent le débat récurrent, d'abord aux États-Unis, puis dans divers pays européens, autour du « *politiquement correct* », ainsi que la mobilisation de certaines minorités actives pour élargir indéfiniment le champ d'application de la lutte contre les exclusions et les discriminations, souvent dans l'objectif équivoque d'une auto-défense communautaire. Par exemple, interdire toute critique du communautarisme islamique en menaçant les « *mauvais esprits* » de poursuites pour « *islamophobie* », ou menacer de procès pour crime d'« *homophobie* » tout citoyen osant s'interroger sur les dérives ou les excès du communautarisme « *gay* »⁹.

⁷ Ibid

⁸ Lorsque, dans un discours prononcé le 14 juin 1997 à San Diego, le président Bill Clinton s'est prononcé pour la relance de la politique de « *discrimination positive* » dans les universités, il n'a pas manqué de faire l'éloge de la « *démocratie multiraciale* ». Voir Laurent Zecchini, « *Bill Clinton appelle les États-Unis à devenir "la première vraie démocratie multiraciale"* », *Le Monde*, 17 juin 1997, p. 3.

⁹ Voir François Devoucoux du Buysson, *Les Khmers roses. Essai sur l'idéologie homosexuelle*, Paris, Éditions Blanche, 2003. Ce jeune essayiste est le co-fondateur de l'Observatoire du Communautarisme.

Le multicommunautarisme normalise ainsi un état de guerre civile ethnicisée, latente ou patente, mettant à nu l'impuissance de l'État ou l'affaiblissement des fonctions régaliennes de l'État, et, partant, viole directement le principe d'égalité de tous les citoyens devant la loi et entame le principe de justice. Le principe de laïcité est par là doublement violé. En premier lieu, en ce que le multiculturalisme politique fait sortir les choses relatives à la croyance et à l'incroyance de la sphère privée (où doit se cantonner le « *libre exercice des cultes* », c'est-à-dire la liberté de croire, d'appartenir, de s'identifier à, etc.), pour les constituer en affaire publique. En second lieu, en ce que les mesures étatiques en faveur des groupes supposés victimisés font sortir la puissance publique de sa réserve, qui est pourtant la garantie de la tolérance civile¹⁰. L'État cesse d'être laïque. À la coexistence des libertés et à l'espace de tolérance qu'elle ouvre, le multiculturalisme politique substitue la séparation des communautés – légitimant ainsi ségrégation et auto-ségrégation – et l'espace de discrimination conflictuelle que celle-ci institue. La délaïcisation est une ethnicisation. Elle va de pair avec la délégitimation du principe – inséparablement individualiste et universaliste – de libre examen, composante essentielle de l'idéal rationaliste du « *penser par soi-même* », qui s'étend au juger et à l'agir par soi-même. Ainsi compris, l'idéal d'autonomie suppose la mise en question de toutes les formes de l'argument d'autorité, y compris la forme ethnocentrique, communautariste ou identitaire qu'il est susceptible de prendre (du type : « *C'est bon, juste, vrai, parce que c'est nôtre* »). Comme le nationalisme xénophobe, le communautarisme ethno-religieux enferme les individus dans tel ou tel système de normes, il soumet les choix individuels aux préférences de groupe, il limite, voire détruit la liberté de penser et d'agir. Il transfigure le fait que les communautés autoritaires tiennent en laisse les individus. À cet égard, il fonctionne à la manière de tous les « ismes » réalisés qui emprisonnent la puissance de penser, entravent la liberté de penser hors des préjugés et contre eux, disqualifient la volonté d'autonomie, et font disparaître les libertés individuelles dans un grand tout colletif, qui seul a des droits parce qu'il monopolise la puissance, et des droits sur les individus. Le racisme d'État, le vieux chauvinisme, l'ethnonationalisme xénophobe contemporain, le darwinisme social qui est l'idéologie spontanée du capitalisme sans entraves, le communisme totalitaire, tous ces systèmes sociopolitiques, qui ont su séduire et mobiliser, ont histori-

¹⁰ Sur la distinction entre ces deux acceptions de la laïcité (tolérance ou liberté privée dans la société civile, réserve de la puissance publique), voir Catherine Kintzler, « Aux fondements de la laïcité scolaire », *Les Temps Modernes*, n° 527, juin 1990, pp. 82 sq. ; Id., *La République en questions*, Paris, Minerve, 1996, pp. 82-91.

quement prouvé leur puissance d'écrasement des libertés et des droits individuels. Les slogans des entrepreneurs de communautarisme ou de multicommunautarisme, que des chefs d'orchestre avisés transposent en chants de sirène du pluralisme et de la tolérance, attirent dans un piège comparable les plus naïfs de nos contemporains.

Nous sommes donc à la croisée des chemins. Face à la tentation multicommunautariste, il faut défendre résolument, non sans le repenser eu égard au nouveau contexte international, le modèle républicain de la nation civique, celui d'une communauté de citoyens égaux, impliquant l'idéal d'une démocratie active, ou de participation, et le principe de laïcité garantissant l'exercice de l'esprit de libre examen¹¹. La laïcité s'inscrit philosophiquement dans ce que j'appellerai l'humanisme « vrai » ou « authentique »¹², méthode d'émancipation éprouvée dérivant du mariage historique de l'individualisme éthique et du rationalisme critique. Il faut nécessairement choisir entre l'humanisme, qui libère, et le communautarisme, qui enferme¹³. Communautarisme et multiculturalisme constituent des réactions autoritaires camouflées contre les libertés individuelles : ils reviennent à soumettre les individus aux valeurs et aux normes particulières de leur identité d'origine, de leur communauté religieuse ou ethno-religieuse d'appartenance. C'est-à-dire, en langage sociopolitique, à les soumettre au pouvoir de leaders communautaires autoproclamés, aux autorités tribales des différents systèmes de chefferies ethnoculturelles. Aujourd'hui, les démagogues

¹¹ Voir l'important rapport de la commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République remis au Président de la République le 11 décembre 2003, commission présidée par Bernard Stasi : *Laïcité et République*, Paris, La Documentation française, 2004.

¹² Un humanisme vrai ou authentique penserait l'humanité de l'homme en postulant, avec Pascal, que « l'homme passe infiniment l'homme ». Pour une problématisation de la notion d'humanisme, eu égard à ses corruptions idéologiques au XXe siècle, voir Académie européenne interdisciplinaire des sciences Nice-Côte d'Azur, *Actualité de l'humanisme*, Paris, PUF, 2003, en partic. les articles de Thierry Gontier (« Humanisme de la Renaissance, renaissance de l'humanisme », pp. 7-23) et de Jean-François Mattéi (« La question de l'humanisme », pp. 33-46).

¹³ La plupart des défenseurs de la « nouvelle laïcité » donnent de celle-ci une interprétation faisant place aux valeurs et aux normes différentialistes, de style communautariste ou multiculturaliste. Voir Henri Pena-Ruiz, « Contre la révision de la loi de 1905 », *Regards sur l'actualité* (Paris, La Documentation française), n° 298, février 2004, pp. 57-66 ; article répondant à celui de Jean-Arnold de Clermont, « Pour la révision de la loi de 1905 », *ibid.*, pp. 49-55.



<http://www.communautarisme.net/>

identitaires ne manquent pas, à tous les paliers des revendications différentialistes (de l'ethno-région à la nation ethnique, de la minorité ethnique politiquement organisée au mouvement national-populiste, du réseau islamiste aux organisations fondées sur « *l'orientation sexuelle* »). Ils sont d'autant plus dangereux qu'ils ont appris à parler la langue de miel de l'appel à la tolérance et du respect des différences, culturelles et autres. Contre ces démagogues, il n'est qu'un seul combat qui vaille : former des citoyens libres et actifs, c'est-à-dire responsables.

Ce texte est un extrait (en version intermédiaire) du livre à paraître *La République enlisée. Pluralisme, communautarisme et citoyenneté*, Paris, Éditions des Syrtes, janvier 2005

Multiculturalismo e comunitarismo perante os princípios republicanos

por Pierre-André Taguieff¹⁴

Artigo publicado no *Le Figaro* de 17 julho de 2003

Neste capítulo exclusivo de um ensaio a publicar (*La République enlisée. Pluralisme, "communautarisme" et citoyenneté*) o filósofo Pierre-André Taguieff prossegue o seu trabalho de clarificação do conceito de « comunitarismo ». Face a um modelo de sociedade « multicomunitarista » que faria levantar os grupos uns contra os outros, Taguieff recorda a importância do conceito republicano de nação cívica e a força do princípio da laicidade.

Pudemos assistir, em França, nos anos de 1980 e 1990, à conversão de uma parte da *intelligentsia* – dos intelectuais de esquerda – ao modelo de sociedade multicomunitária ou multicomunitarista, frequentemente denominada sociedade multicultural ou pluri-étnica e, por vezes, multirracial. Se considerarmos o discurso dos seus adeptos e apologistas, o modelo multicomunitarista é defendido simultaneamente como método de luta anti-racista e como fórmula de substituição do Estado-nação à francesa, considerado antiquado, « *arcaico* » ou inadaptado às condições da globalização das mudanças, que é suposto abrir a era do post-nacional e da existência transfronteiriça do novo ser humano planetário, « *móvel* » e « *mestiçado* ». Importa assinalar o âmago do multicomunitarismo e do post-nacionalismo, naquilo em que ele assegura a coerência de uma nova visão ecuménica [*irénica*]¹⁵ da História : o aparecimento das sociedades multiculturais e/ou pluri-étnicas é assumido como uma boa nova da próxima época, na hora dita de « transição para » o post-

¹⁴ Pierre-André Taguieff é filósofo, director de investigação no CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique – Centro Nacional de Investigação Científica), autor de numerosas obras, a última das quais com o título *Le sens du progrès : Une approche historique et philosophique* (Flammarion).

¹⁵ *irénique*, na versão francesa do texto. [nota R&L]

nacional. Esta visão nova do « *futuro radioso* » implica uma série de transições, as principais das quais são as seguintes : do governo (nacional) à governação [governança]¹⁶ (idealmente cosmopolita), do Estado forte ao Estado em desapareção, da cidadania nacional à cidadania sem fronteiras. Esta conversão à utopia da « *mundialização feliz* » de uma fracção importante da elite político-intelectual , em nome do « *pluralismo* » ou da « *tolerância* » e das « *ideias progressistas* », requer um exame crítico, que se afigura tanto mais urgente quanto a dita conversão constitui um dos índices de americanização ou, mais exactamente, de anglo-saxonização cultural da Europa, processo neo-colonial não reconhecido como tal pois as referidas elites, tendo abandonado a exigência de lucidez crítica e estando submetidas ao terrorismo intelectual que pesa sobre todo o apego nacional, aliaram-se massivamente aos valores e às normas da mundialização « *plural* », quanto mais não seja, através de um europeísmo de bom tom. Aquilo que é assim importado na Europa pelas elites « *progressistas* », apesar do seu anti-americanismo raivoso, é uma das dimensões mais contestáveis da civilização americana mundializada, o meio mais eficaz de provocar a desintegração conflitual das comunidades políticas.

Nestas condições, importa definir um ponto de vista, simultaneamente nítido e esbatido, sobre a questão do multiculturalismo e do pluri-etnismo, para mais porque este constitui uma das práticas políticas possíveis da *estratégia separatista* seguida pelas minoria militantes que se referem às suas respectivas identidades étnicas ou étnico-religiosas como sendo valores que, a esse título, seria necessário preservar absolutamente, ou então como constituindo sistemas de normas incontestáveis que era necessário realizar imperativamente¹⁷. O multiculturalismo político – ou a política das identidades – funda-se sobre um princípio fundamental, o do respeito incondicional pelo « *direito à diferença* » das comunidades minoritárias, presumidas vítimas ou vitimizáveis, reivindicando o direito a viver e a pensar de acordo com os seus valores e normas identitárias respectivas. O multiculturalismo político ou institucional constitui portanto, em sentido estrito, um modelo de sociedade muticomunitária, que se opõe, no essencial, ao modelo republicano de nação ou, mais precisamente, ao modelo da nação cívica, ideal político imperfeitamente ilustrado, em termos históricos, pela nação à francesa. O seu conteúdo é a « *comunidade dos cidadãos* », ou seja uma comunidade política implicando a existência de cidadãos que foi necessário formar através de um sistema de instrução e de educação fundado sobre o princípio meritocrático e ordenado em função da realização de um tipo de indivíduo que se caracteriza pela sua autonomia, capaz de assumir um

¹⁶ *gouvernance*, na versão francesa do texto [nota R&L]

¹⁷ Ver Pierre-André Taguieff, *Le Racisme*, Paris, Flammarion, 1997, pp. 104 sq., 111.

conveniente afastamento relativamente às suas pertenças, às suas heranças culturais e às suas crenças (religiosas ou não). Não existe uma comunidade de cidadãos sem um arrefecimento das paixões identitárias, sem uma relativização das opiniões. Convém, no entanto, para afastar uma ideia feita, insistir sobre este ponto : o multiculturalismo (ou o pluri-etnismo) factual, enquanto permanece nos limites da sociedade civil – distinta da comunidade política –, não coloca qualquer problema insolúvel à tradição republicana na variante francesa, marcada por um ideal regulador da assimilação¹⁸ e pelo princípio da laicidade enquanto princípio de separação que garante a coexistência das crenças. É o multiculturalismo institucional ou o multicomunitarismo normativo, enquanto horizonte ou projecto político, que constitui uma ameaça ou um desafio à tradição republicana à francesa, nomeadamente naquilo que directamente fere o princípio da laicidade e a norma jurídico-política da igualdade de todos os cidadãos perante a lei. O multiculturalismo de facto, por assim dizer infra-político ou ante-político, relevando estritamente do espaço civil ou da esfera privada é, em seu entender, compatível com o princípio da liberdade de consciência garantida pelo texto de 1905¹⁹ que confere enquadramento à coexistência das diversas opiniões ditas « filosóficas » e às crenças religiosas – estas últimas frequentemente ligadas às pertenças étnicas. O princípio da laicidade funciona simultaneamente como um princípio de relativização de opiniões e crenças, e como um factor de acalmia das paixões ligadas às dependências, às preferências, às pertenças ou às fidelidades de grupo. Perante isto, o multiculturalismo apolítico ou ante-político não é mais do que uma certa interpretação cultural da sociedade civil, algo como o suplemento de alma « culturalista » da sociedade de mercado, que reconhece em princípio a diversidade dos consumidores. Mas o mercado vinga-se e transforma rapidamente em produtos e em mercadorias as identidades culturais, integrando-as no sistema de oferta e de procura. As paixões identitárias são então instrumentalizadas pelos interesses concorrenciais.

Tudo é diferente com o multicomunitarismo entendido como sistema sócio-político. O multiculturalismo institucional viola expressamente o princípio liberal da neutralidade do Estado perante os cultos e as Igrejas, ou seja, perante as concepções do bem e das finalidades do homem. Por outro lado, ele não respeita o princípio

¹⁸ Por ser de ordem ideal, a assimilação à francesa não funciona como um imperativo absolutamente constrangedor. Por exemplo, dominar a língua francesa pode colocar-se como um ideal cívico, sem se tornar impeditivo da integração social de indivíduos de origem estrangeira que falam mal a língua do país de acolhimento e sem os impedir de aceder à nacionalidade francesa por via da naturalização.

¹⁹ Ver Henri Pena-Ruiz, *La Laïcité pour l'égalité*, Paris, Mille et une nuits, 2001, pp. 37 sq., 119-122 ; Id., *Qu'est-ce que la laïcité ?*, Paris, Gallimard, 2003, pp. 143-166, 275-308.

constitucional da igualdade de todos os cidadãos perante a lei, sem distinção de origem, de raça ou de religião²⁰. Favorece, enfim, a multiplicação de comunidades de base étnica, linguística ou religiosa, com valores e normas diferentes, leia-se incomparáveis e incompatíveis entre si. Estas comunidades de ordens diversas estão dispostas a entrar em conflito entre si, seja pelo choque das respectivas crenças, seja pela procura mimética dos respectivos interesses. O espaço público arrisca-se assim a transformar-se insensivelmente em espaço conflitual, mais precisamente multi-conflitual, criando inevitavelmente desigualdades inter-comunitárias, instáveis e sempre questionáveis porque decorrentes do equilíbrio provisório das forças em presença. O reconhecimento de múltiplas cidadanias, diversificadas segundo as identidades grupais reivindicadas, implica o não-respeito do princípio da igualdade dos cidadãos perante a lei, ou seja, do princípio que organiza o pluralismo nas sociedades democráticas modernas. É este princípio que os partidários do multiculturalismo de Estado assumem a responsabilidade de abandonar.

A República corrompe-se assim transformando-se em democracia de mercado, leia-se de disputa entre diversos empresários identitários. Ela arrisca-se a desaparecer para dar lugar a um espaço civil concorrencial no qual se enfrentariam identidades colectivas « *minoritárias* » de todas as ordens. Tal é o conteúdo real da utopia multicomunitarista que largamente se impôs nos Estados-Unidos no seguimento da falência do « *melting pot* », ideal legitimatório de fusão político-cultural que nunca se realizou. A influência difusa da ideologia multiculturalista, fora do mundo anglo-saxónico, não deve ser negligenciada : ela legitima o aparecimento de uma sociedade civil heterogénea e conflitual onde grupos de pressão identitária e *lobbies* comunitários (segundo critérios de raça, de etnicidade, de género, etc.) rivalizam para se impor politicamente ou para conseguir vantagens nos diferentes sistemas de alocação de recursos. Qualquer referência a um bem comum desaparece, o civismo republicano perde todo o seu sentido num vasto campo social sem fronteiras, ocupado por grupos separados, desiguais e rivais. A solidariedade não existe fora do âmbito intra-comunitário. Em suma, a comunidade política, enquanto tal, deixa de ter unidade, esvanece-se em proveito da multiplicidade das micro-comunidades étnicas que tendem à territorialização das suas respectivas populações respectivas – do quarteirão à cidade e à região. As fronteiras refazem-se e multiplicam-se – fronteiras de toda a ordem –, instituindo uma repartição etno-religiosa do espaço social.

²⁰ Ver o artigo 2 da Constituição da Vª República Francesa (outubro 1958) : « A França (...) assegura a igualdade perante a lei de todos os cidadãos sem distinção de origem, de raça ou de religião. » Sobre as questões levantadas por esta proposição, ver Simone Bonafous, Bernard Herszberg, Jean-Jacques Israel (dir.), « Sans distinction de ...race », *Mots/Les langages du politique*, n° 33, décembre 1992.

Deverá ver-se aí uma sociedade civil sem Estado ou com um Estado mínimo ? Digamos antes que o risco é ver emergir uma sociedade incivil e incívica, onde a cidadania democrática seria substituída pelo choque dos egoísmos de grupo de avidez insaciável e por micro-xenofobias de contacto, engendradas pela incompatibilidade das tradições culturais.

Acresce que a França não é, nem a América, nem a Grã-Bretanha, nem a Bélgica. O problema do multiculturalismo não se coloca da mesma maneira numa velha nação centralizada que conseguiu, pela assimilação e a laicidade, integrar a suas diversas minorias, e num Estado federal relativamente jovem cobrindo uma sociedade de segregação post-esclavagista, e que falhou na realização da integração das suas comunidades sob o modelo do « *melting pot* ». A grande especificidade dos Estados-Unidos é que eles se formaram sobre a dupla base do genocídio e do etnocídio das populações indígenas da América do Norte, e se desenvolveram graças ao tráfego de negros de África e, depois, através de uma ordem social-racial ligada ao sistema escravagista. Daí a emergência, depois da campanha bem sucedida a favor dos direitos cívicos, das políticas recentes de reconhecimento, de reparação e de remorso. É porque, ao reduzir-se o multiculturalismo americano, como faz Paul Ricoeur, por exemplo, a « *uma reavaliação positiva do passado familiar e étnico subindo a duas ou três gerações* »²¹, portanto a uma reacção de compensação visando restaurar a estima própria de grupos historicamente vitimizados, o multiculturalismo, adaptado a uma sociedade feita de imigrações múltiplas e sucessivas, e composta de minorias organizadas, constitui um fenómeno relativamente positivo, ainda que se desenvolva no silêncio da lei. Constitui, por um lado, um apelo a respeitar a dignidade de formas de vida etno-culturais até aí desprezadas (sendo as « *raízes* » exploradas através da memória da escravatura e da segregação racial), e uma resistência à homogeneização da sociedade mediática de mercado, uma reacção contra « *o nivelamento impiedoso* »²² que ela provoca. O multiculturalismo só se torna uma ameaça para o pluralismo democrático e a paz civil quando é acompanhado por programas de « *discriminação positiva* » ou de « *acção afirmativa* »²³, visando corrigir de modo autoritário a discriminação social real de certos grupos

²¹ Paul Ricoeur, *La Critique et la conviction. Entretien avec François Azouvi et Marc de Launay*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, p. 85.

²² Ibid

²³ Quando, em discurso pronunciado a 14 de Junho de 1997, em San Diego, o presidente Bill Clinton se pronunciou a favor do relançamento da política de « *discriminação positiva* » nas universidades, não deixou de fazer o elogio da « *democracia multirracial* ». Ver Laurent Zecchini, « *Bill Clinton appelle les États-Unis à devenir “la première vraie démocratie multiraciale”* », *Le Monde*, 17 juin 1997, p. 3.

através de contra-discriminações legais, determinadas e vinculativas. Então, ele alimenta uma competição inter-étnica, inter-religiosa ou inter-sexual, que tende a substituir-se ao sistema meritocrático assente na garantia de igualdade de possibilidades entre indivíduos. A rivalidade inter-étnica, em particular, pode radicalizar-se, à mínima faísca (um *fait divers*), em conflitos que relevam da guerra civil. Esta última tem início nas representações e na linguagem, cujo indicador mais visível é a emergência de um sistema de codificação da escolha dos termos designando certos «grupos « *minoritários* ». Este dispositivo ilustra o estabelecimento de uma nova forma de terrorismo intelectual exercido por diversos grupos de pressão « *minoritários* », em nome do respeito geralmente devido às « *minorias* ». É disso testemunho o debate recorrente, primeiro nos Estados-Unidos, depois em diversos países europeus, em torno do « *politicamente correcto* », bem como a mobilização de certas minorias activas para alargar indefinidamente o campo de aplicação da luta contra as exclusões e as discriminações, frequentemente com o objectivo equívoco da auto-defesa comunitária. Por exemplo, proibir qualquer crítica ao comunitarismo islâmico ameaçando esses « *maus espíritos* » com processos por « *islamofobia* », ou ameaçar de processos por crime de « homofobia » qualquer cidadão que ouse interrogar-se sobre as derivas ou os excessos do comunitarismo « *gay* »²⁴.

O multicomunitarismo legitima assim um estado de guerra civil etnicizado, latente ou patente, pondo a descoberto a impotência do Estado ou o enfraquecimento das suas funções soberanas, e, assim sendo, viola directamente o princípio da igualdade de todos os cidadãos perante a lei e fere o princípio da justiça. O princípio da laicidade é também duplamente violado. Em primeiro lugar, pelo facto de o multiculturalismo político fazer sair as questões relativas à crença e à descrença da esfera privada (onde se deve acantonar o « *livre exercício dos cultos* », ou seja, a liberdade de acreditar, de pertencer, de se identificar com, etc.), para os constituir como questão pública. Em segundo lugar, na medida em que as disposições étnicas a favor dos grupos supostamente vitimizados levam o poder público a abandonar a sua reserva, que é, contudo, a garantia da tolerância civil²⁵. O Estado deixa de ser laico. À coexistência das liberdades e ao espaço de tolerância que ela abre, o multiculturalismo político opõe a separação das comunidades – legitimando assim a segrega-

²⁴ Ver François Devoucoux du Buysson, *Les Khmers roses. Essai sur l'idéologie homosexuelle*, Paris, Éditions Blanche, 2003. Este jovem ensaísta é co-fundador do Observatoire du Communautarisme.

²⁵ Sobre a distinção entre estas duas acepções da laicidade (tolerância ou liberdade privada na sociedade civil, reserva do poder público), ver Catherine Kintzler, « Aux fondements de la laïcité scolaire », *Les Temps Modernes*, n° 527, juin 1990, pp. 82 sq. ; Id., *La République en questions*, Paris, Minerve, 1996, pp. 82-91.

ção e a auto-segregação – e o espaço de discriminação conflitual que esta institui. A deslaicização é uma etnicização. Ela segue a par com a deslegitimitização do princípio – inseparavelmente individualista e universalista – do livre exame, componente essencial do ideal « racionalista » do « *pensar por si próprio* », que se estende ao julgar e ao agir por si próprio. Assim entendido, o ideal da autonomia supõe o questionar de todas as formas de argumento de autoridade, compreendendo também a forma etnocêntrica, comunitarista ou identitária que ele pode assumir (tipo : « *É bom, justo, verdadeiro, porque é nosso* »). Tal como o nacionalismo xenófobo, o comunitarismo etno-religioso fecha os indivíduos num dado sistema de normas, submete as escolhas individuais às preferências de grupo, limita, leia-se destrói a liberdade de pensar e de agir. Esconde o facto de as comunidades manterem os indivíduos atrelados. Nessa perspectiva, funciona de maneira idêntica a todos os « ismos » realizados e que constroem o poder de pensar, entram a liberdade de pensar fora dos prejuízos e contra eles, desqualificam a vontade de autonomia, e fazem desaparecer as liberdades individuais num grande todo colectivo que só dispõe de direitos porque monopoliza o poder e os direitos dos indivíduos. O racismo de Estado, o velho chauvinismo, o etno-nacionalismo xenófobo contemporâneo, o darwinismo social, que é a ideologia espontânea do capitalismo sem entraves, o comunismo totalitário, todos estes sistemas sociopolíticos, que souberam seduzir e mobilizar, provaram historicamente o seu poder de esmagamento das liberdades e dos direitos individuais. Os slogans dos construtores de comunitarismo ou de multicomunitarismo, que judiciosos maestros transpõem em cantos de sereia de pluralismo e tolerância, atraem para uma cilada comparável os nossos contemporâneos mais ingénus.

Estamos, pois, numa encruzilhada. Face à tentação multicomunitarista, é necessário defender decididamente, sem contudo deixar de o repensar face ao novo contexto internacional, o modelo da nação cívica, o modelo de uma comunidade de cidadãos iguais, implicando o ideal de uma democracia activa, ou de participação, e o princípio da laicidade como garantia do espírito de livre exame²⁶. A laicidade inscreve-se filosoficamente no que eu designo como « verdadeiro » ou « autêntico » humanismo²⁷, método seguro de emancipação que decorre do casamento histórico entre

²⁶ Ver o importante relatório da comissão de reflexão sobre a aplicação do princípio da laicidade na República entregue ao Presidente da República [francesa] a 11 de Dezembro de 2003, comissão presidida por Bernard Stasi : *Laïcité et République*, Paris, La Documentation française, 2004.

²⁷ Um humanismo verdadeiro ou autêntico pensaria a humanidade do homem postulando, com Pascal, que « o homem ultrapassa infinitamente o homem ». Para uma problematização da noção de humanismo, e às suas corrupções ideológicas no século XX, ver Acadé-

o individualismo ético e o racionalismo crítico. É forçosamente necessário escolher entre o humanismo, que liberta, e o comunitarismo, que enclausura²⁸. Comunitarismo e multiculturalismo constituem reacções autoritárias camufladas contra as liberdades individuais : acabam por submeter os indivíduos aos valores e às normas particulares da sua identidade de origem, da sua comunidade religiosa ou etno-religiosa de pertença. Ou seja, em linguagem sócio-política, acabam por os submeter ao poder de líderes comunitários auto-proclamados, às autoridades tribais de diferentes sistemas de chefias etno-culturais. Hoje os demagogos identitários não faltam, em nenhum dos patamares das reivindicações diferencialistas (da etno-região à nação-étnica, da minoria étnica politicamente organizada ao movimento nacional-populista, da rede islamista às organizações fundadas sobre a « *orientação sexual* »). São tanto mais perigosos quanto aprenderam a linguagem melíflua do apelo à tolerância e ao respeito pelas diferenças, culturais ou outras. Contra estes demagogos só há um combate que vale : formar cidadãos livres e actuantes, ou seja, responsáveis.

Este texto de Pierre-André Taguieff é um extracto (em versão não definitiva) do livro a publicar *La République enlisée. Pluralisme, communautarisme et citoyenneté*, Paris, Éditions des Syrtes, janvier 2005

[tradução R&L/LMM]

mie européenne interdisciplinaire des sciences Nice-Côte d'Azur, *Actualité de l'humanisme*, Paris, PUF, 2003, particularmente, os artigos de Thierry Gontier (« Humanisme de la Renaissance , renaissance de l'humanisme », pp. 7-23) e de Jean-François Mattéi (« La question de l'humanisme », pp. 33-46).

²⁸ A maioria dos defensores de uma « nova laicidade » defendem uma interpretação do conceito que reconhece os valores e as normas diferencialistas, de estilo comunitarista ou multiculturalista. Ver Henri Pena-Ruiz, « Contre la révision de la loi de 1905 », *Regards sur l'actualité* (Paris, La Documentation française), n° 298, février 2004, pp. 57-66 ; artigo que responde a outro de Jean-Arnold de Clermont, « Pour la révision de la loi de 1905 », *ibid.*, pp. 49-55.